

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 09/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE DE BOULBON

Bronzo perasso
81 chemin du vallon de Toulouse
13010 Marseille

Références : D-0874-2024
Code AIOT : 0006401322

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement CARRIERE DE BOULBON implanté Le Grand Defens 13150 Boulbon. L'inspection a été annoncée le 02/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE BOULBON
- Le Grand Defens 13150 Boulbon
- Code AIOT : 0006401322
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières et Bétons Bronzo Perasso (CBBP) est située sur le territoire de la commune de Boulbon (Bouches-Du-Rhône). Elle exploite une carrière de roches massives. Ses activités relèvent des rubriques 2510 et 2515 de la nomenclature ICPE. Ses activités sont autorisées par arrêtés préfectoraux du 17/09/2021 et du 06/06/2002, jusqu'au 06/09/2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1	Sans objet
2	Traçabilité des terres excavées – RNDTS	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1 II	Sans objet
3	Situation administrative 2517	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L.512.7	Sans objet
4	Bornage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Sans objet
5	Front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Sans objet
6	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart n'a été relevé lors de la visite par l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité tenue d'un registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 29/09/2022 :</u> L'exploitant procède par des apports à la valorisation de terres excavées sans avoir mis en place un registre chronologique au titre de l'article R. 541-43-1 I du code de l'environnement (arrêté 31/05/2021) L'exploitant devra avoir mis en place au 01 janvier 2023 un registre au titre de l'article R. 541-43-1 I</p> <p><u>Constat du 11/12/2024 :</u> L'exploitant a pu présenter en visite son registre de suivi de la production, expédition / réception de ses terres.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 2 : Traçabilité des terres excavées – RNDTS
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1 II
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité déclaration au RNDTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 29/09/2022 :</u></p> <p>Absence d'enregistrement des données dans le registre national des terres excavées et sédiments. L'exploitant devra avoir mis en place au 01 janvier 2023 l'enregistrement et la transmission des données sur l'espace dédié.</p> <p><u>Constat du 11/12/2024 :</u></p> <p>L'exploitant s'est connecté sur son espace lors de la visite. L'inspection a pu vérifier par sondage la présence des données dans le RNDTS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative 2517

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L.512.7
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2517
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Rubrique 2517 : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure à 10 000 m² 2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 29/09/2022 :</u></p> <p>Lors de la visite du site, il est constaté des casiers récents (a minima 13) disposés de part et d'autre des voies de circulation et sur une distance assez longue. Deux casiers sont positionnés dans une</p>

zone de repli en amont des 13 casiers.

Une dizaine environ de big bag remplis de produits minéraux sont entreposés à part sur une autre zone à l'intérieur du périmètre de l'ICPE. L'exploitant déclare ne pas les ensacher sur place.

Certains casiers sont vides et d'autres remplis de produits minéraux, de différentes granulométries. Cette activité commerciale de distribution de produits minéraux à destination des professionnels et des particuliers relève de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas informé Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône de la création de cette installation de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, préalablement à sa réalisation.

L'exploitant doit, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, porter à la connaissance de monsieur le Préfet l'ajout de cette nouvelle activité, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Constat du 11/12/2024 :

Le 22 novembre 2022, l'exploitant a porté à la connaissance de l'administration son activité classée sous la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Ce courrier expliquait que la surface concernée par cette activité était de 2995 m² et que cette activité s'étendra sur une surface maximale de 4850 m². Cette activité est donc non classée au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE.

Le jour de la visite, l'inspection a pu constater que tous les casiers n'étaient pas remplis, conformément à l'état des stocks présenté par l'exploitant en visite et daté du 26 novembre 2024 (*tous les 3 mois l'exploitant fait procéder à un relevé topographique des stocks par un géomètre, le plan du 26/11/20024 a été réalisé par GEOFALCO*). Sur le plan des stocks du 26/11/2024, il est relevé 2 529 m² qui rentrent dans le cadre de la rubrique 2517 (numéros 1 à 17 + numéros 28 à 30), ce qui est cohérent avec le porter à connaissance de fin 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5

Thème(s) : Situation administrative, Bornage

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 5 :

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

L'exploitant a pu montrer son plan de bornage le jour de la visite.

L'inspection a vérifié par sondage la présence de 2 des bornes prises au hasard.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Front d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Front d'abattage
Prescription contrôlée : Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu constater visuellement de la hauteur des fronts et de la largeur des banquettes. L'inspection a également pu vérifier, sur les données transmises par l'exploitant dans son levé topographique du 22 janvier 2024, que la hauteur maximale de 15 m pour les fronts est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté d'absence de clôture, sur les tronçons contrôlés par sondage, au sud-est, sud-ouest et nord-ouest de la carrière. Des panneaux signalant le danger sont régulièrement positionnés le long des clôtures. Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé par le responsable du site. Un portail ferme l'accès au site en dehors des heures ouvrées.
Type de suites proposées : Sans suite